

Coronavirus et économie

Les oubliés du programme de stabilisation de l'économie

Suite aux mesures de fermetures dans l'économie prises par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la propagation du Coronavirus, un programme d'aide aux entreprises obligées de fermer a été mis en place. déi Lénk soutient ces aides à l'économie réelle dues à l'arrêt forcé de ses activités - nous ne sommes plus dans le cas de 2008 où les salariés ont dû payer les pots cassés par les spéculateurs de la finance.

déi Lénk constate cependant avec consternation que les mesures d'aide actuelles ne tiennent pas compte du sort des indépendants et petites entreprises qui n'ont que récemment lancé leur activité et ignorent totalement les free-lance qui ne disposent pas d'une autorisation d'établissement. Ils ont en commun de ne pas pouvoir prouver un chiffre d'affaire annuel de 15.000 euros en 2019. Or, ces deux conditions sont requises pour bénéficier de l'aide directe de 5.000 euros. déi Lénk appelle le gouvernement à chercher le plus rapidement possible des solutions pour soutenir toutes les personnes qui se voient dans l'impossibilité d'exercer leur métier en raison de l'état de crise. déi Lénk demande également une compensation pour les salarié.e.s travaillant à temps partiel et dépendant, pour une partie de leur revenu, de services prestés en tant que free-lance.

Concrètement nous demandons :

- l'augmentation et l'échelonnement de l'aide accordée à toutes les microentreprises, également récentes, selon les besoins réels des secteurs concernés et pour couvrir leurs frais fixes pendant la période de fermeture
- l'introduction d'un système de chômage partiel pour tous les indépendants et freelance qui ne sont pas des entreprises (avec un socle de base à hauteur de 100% du salaire social minimum) et des facilités généreuses de paiement pour les impôts et les cotisations sociales.

Finalement déi Lénk demande que tout ce programme d'aide à l'économie soit contre-financé par une réforme fiscale audacieuse mettant à contribution les grandes fortunes, les hauts revenus, les revenus élevés du capital et les GAFAs. déi Lénk soutient également les efforts en cours au niveau européen pour mettre un terme au rachat d'actions et au paiement de dividendes exorbitants au bénéfice des gros actionnaires. Le soutien financier pour les grandes entreprises allant au-delà des besoins dus aux fermetures actuelles devra se solder à l'avenir par une prise de participation de l'État, le cas échéant par une nationalisation d'entreprises importantes pour le tissu économique national.

Toute tentative de financer la crise du Coronavirus par une politique d'austérité se heurtera à notre opposition ferme.

Bien au contraire, nous appelons à une politique massive d'investissements publics dans le secteur de la santé, de la recherche et de satisfaction des besoins primaires de la population pour surmonter plus facilement à l'avenir de telles crises. Et nous le rappelons, la crise du Coronavirus ne doit pas faire oublier la crise climatique qui met en péril toute l'humanité. Un retour au « business as usual » doit être évité et les fonds publics mobilisés doivent financer la transformation sociale et écologique de notre société. Une telle politique viserait aussi la mise en place d'un pôle de financement public valorisant les avoirs du Fonds de Pension pour soutenir les petites et moyennes entreprises régionales, ainsi que les créateurs indépendants, qui ont du mal à trouver des financements auprès d'institutions financières privées.